

Partie 2 : Les règles particulières aux sociétés

Chapitre 1 : Les sociétés de personnes : cas de la société en nom collectif

Section 1 : les caractères de la SNC

-La SNC est une société de personnes : elle se caractérise par l'intuitu personae. Les associés sont généralement peu nombreux, ils se connaissent et se font mutuellement confiance.

-Dans une SNC, les associés ont tous la qualité de commerçant. Ils doivent donc avoir la capacité exigée pour exercer une activité commerciale. Cette forme est interdite aux mineurs, aux majeurs incapables, aux personnes soumises à une interdiction, une déchéance ou une incompatibilité.

-Les associés répondent indéfiniment et solidairement du passif social. Cela veut dire que les créanciers sociaux, après avoir mis vainement la société en demeure de payer, peuvent demander à n'importe lequel des associés le paiement de l'intégralité du montant du passif social. Celui qui a payé se retournera ensuite contre les autres et réclamera à chacun la participation aux dettes sociales.

-Dans une SNC, les parts sociales ne peuvent être cédées qu'avec l'accord de tous les associés, et toute clause contraire est réputée non écrite. C'est la conséquence du caractère intuitu personae de la SNC.

-La SNC est régie par les articles 3 à 18 de la loi 5-96.

Section 2 : La constitution de la SNC

La SNC obéit aux règles générales de constitution des sociétés dotées de la personnalité morale (voir première partie), mais présente certaines particularités.

- Les associés

Ils sont au nombre de deux. Aucun maximum n'est fixé par la loi. Une personne morale peut être associée dans une SNC.

Seuls les commerçants peuvent être associés dans une SNC et toutes les règles concernant les conditions d'exercice de la profession commerciale leur sont applicables.

- Apports et capital social

Les apports se font en numéraire, en nature et en industrie. Ces derniers n'étant pas susceptibles d'une vente forcée, n'entrent pas dans la composition du capital.

Concernant les apports en nature, l'évaluation doit figurer dans les statuts. La loi punit d'un emprisonnement de 1 à 6 mois et/ou d'une amende de 2000 à 20000 dhs les gérants qui auront frauduleusement fait attribuer à un apport en nature une évaluation supérieure à sa valeur réelle (art 106).

Aucun minimum n'est exigé pour le capital social. Cela s'explique par le fait que dans la SNC, les créanciers sociaux peuvent exiger le paiement de leurs créances auprès de n'importe lequel des associés. Il est donc inutile de chercher à les garantir davantage par la fixation d'un capital minimum.

- La dénomination sociale

La SNC est désignée par une dénomination sociale, à laquelle peut être incorporé de manière facultative le nom d'un ou de plusieurs associés, et qui doit être précédée ou suivie immédiatement de la mention en toutes lettres « société en nom collectif » (art 4 al 1).

La dénomination sociale, la forme de la société, le capital, le siège social et le numéro d'immatriculation au registre du commerce doivent figurer dans tous les actes, lettres, factures, annonces, publications ou autres documents émanant de la société et destinés aux tiers (art 4 al 2).

L'absence de ces indications expose les gérants à une amende de 1000 à 5000 dhs (art 112 al 1).

Section 3 : Le fonctionnement de la SNC

Il est assuré à la fois par la gérance et par les associés.

Paragraphe 1: la gérance

A- Nomination

Tous les associés sont gérants. Mais, ils peuvent désigner un ou plusieurs gérants parmi les associés ou à l'extérieur de la société. Le gérant peut être nommé dans les statuts (gérant statutaire) ou par acte ultérieur (art 6 al 1).

Les gérants sont désignés conformément aux clauses statutaires soit à l'unanimité, soit à la majorité des associés. A défaut de précision dans les statuts, on applique la règle de l'unanimité.

B- Révocation du gérant

Il existe plusieurs causes de cessation des fonctions du gérant comme l'arrivée du terme du mandat, le décès, l'incapacité, l'interdiction de gérer, la maladie, la démission ou encore la révocation.

Selon le statut du gérant, les modalités de révocation sont différentes :

- Si le gérant est statutaire et associé, sa révocation doit être décidée à l'unanimité. Cette révocation entraîne la dissolution de la société à moins que la continuation de la société ne soit prévue dans les statuts ou décidée à l'unanimité des autres associés (art 14 al 1).
- Si le gérant est associé mais non statutaire, il est révocable dans les conditions prévues aux statuts ou à défaut par une décision des autres associés gérants ou non prise à l'unanimité. Cette révocation n'entraîne pas la dissolution de la société (art 14 al 2).
- Si le gérant est un tiers (gérant non associé), il est révoqué dans les conditions prévues dans les statuts ou à défaut par une décision des associés prise à la majorité. Cette révocation n'entraîne pas la dissolution de la société (art 14 alinéa 3).

La règle commune à ces diverses hypothèses est la suivante : si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut, (que le gérant soit associé ou non, statutaire ou non), donner lieu à des dommages-intérêts (art 14 alinéa 4). On entend par juste motif, toute faute du gérant, tout manquement à ses obligations légales ou statutaires et tout comportement de nature à compromettre l'intérêt social et le fonctionnement de la société.

C- Les pouvoirs du gérant

Conformément aux articles 7 et 8 de la loi n°5-96, il faut distinguer entre les pouvoirs du gérant dans les rapports avec les associés et dans les rapports avec les tiers.

Dans les rapports avec les associés, le gérant peut accomplir tous les actes de gestion dans l'intérêt de la société. Il s'agit là d'une solution supplétive puisque les pouvoirs du gérant sont librement déterminés dans les statuts. Ceux-ci peuvent limiter ces pouvoirs et subordonner à l'autorisation préalable des associés la possibilité de conclure tel ou tel acte (opération de crédit, opération d'un certain montant...).

En cas de violation d'une clause restrictive de ces pouvoirs, les associés peuvent intenter contre le gérant une action en réparation du préjudice subi de ce fait ou le révoquer sans dommages-intérêts compte tenu de l'existence d'un juste motif.

Dans les rapports avec les tiers, le gérant engage la société par des actes entrant dans l'objet social tel que défini par les statuts. Mais, dès l'instant où l'acte accompli par lui entre dans cet objet, la société se trouve engagée même s'il n'est pas conforme à son intérêt.

D- Responsabilité du gérant

Le gérant est responsable vis-à-vis des associés de ses fautes de gestion et des actes accomplis contrairement à la loi et aux statuts de la société (art 8 al 4).

Les gérants sont responsables individuellement ou solidairement.

Cette responsabilité est individuelle lorsqu'on arrive à déterminer (en cas de pluralité des gérants) la part de chacun dans les actes dommageables. Dans le cas contraire, il y a responsabilité solidaire de tous les gérants.

Paragraphe 2 : Les associés non gérants

L'associé en nom collectif dispose de divers droits :

Le droit de participer aux décisions collectives :

Les associés se réunissent en assemblée pour l'approbation des comptes annuels dans les 6 mois de la clôture de l'exercice (art 10 al 1).

De même, les décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises à l'unanimité des associés, sauf stipulation contraire des statuts en ce qui concerne certaines décisions (art 9 al1).

Les décisions des associés peuvent également être prises par voie de consultation écrite si la réunion d'une assemblée générale n'est pas demandée par l'un des associés (art 9 al 2).

Le droit à l'information :

Pour que les associés soient bien informés de la marche de la société, le législateur a organisé leur droit à l'information, et ce à travers deux modalités :

D'abord, les associés doivent recevoir dans les quinze jours qui précèdent la réunion de l'assemblée générale statuant sur les comptes sociaux, le rapport de

gestion, les états de synthèse, le texte des résolutions proposées, ainsi que le cas échéant le rapport du commissaire aux comptes (art 10 al 1 et 2).

Pendant le même délai, l'inventaire est tenu au siège social à la disposition des associés (art 10 al 3).

Si ce droit de communication n'est pas respecté, les délibérations de l'assemblée peuvent être annulées.

Ensuite, les associés non gérants ont le droit, deux fois par an, de prendre connaissance au siège social des livres, des états de synthèse, du rapport de gestion, et le cas échéant du rapport du commissaire aux comptes et des procès-verbaux des assemblées (art 11 al 1). Ils peuvent être assistés d'un conseiller (art 11 al 3).

Les associés non gérants ont également deux fois par an le droit de poser des questions écrites auxquelles il doit être répondu par écrit (art 11 al 1).

Désignation d'un commissaire aux comptes :

Les associés peuvent désigner à la majorité un commissaire aux comptes. Cette nomination est obligatoire pour les sociétés dont le chiffre d'affaires à la clôture de l'exercice social dépasse le montant de cinquante millions de dirhams hors taxe (art 12).

Dans ce cas, si le gérant ne désigne pas un commissaire aux comptes ou ne le convoque pas à toute assemblée des associés, il sera puni d'un emprisonnement de 1 à 6 mois et / ou d'une amende de 10000 à 50000 dhs.

Le statut du commissaire aux comptes est régi par la loi 17-95 sur les sociétés anonymes, à laquelle renvoie l'article 13 de la loi 5-96.

Section 4: La dissolution de la SNC

A côté des causes de dissolution communes à toutes les sociétés, il existe des causes particulières à la SNC tel que :

- Le décès de l'un des associés sauf clause prévoyant la continuation de la société (art 17) ;
- La révocation du gérant statutaire associé sauf si les statuts prévoient la continuation de la société ou si cette continuation est décidée à l'unanimité des autres associés (art 14) ;

- Un jugement de liquidation judiciaire, une mesure d'interdiction d'exercer une profession commerciale, ou une mesure d'incapacité prononcée à l'égard d'un associé à moins que la continuation de la société ne soit prévue par les statuts ou que les autres associés ne la décident à l'unanimité (art 18).